

La danse, le parent pauvre du spectacle ?

PROPOS RECUEILLIS PAR CYRILLE PLANSON. PHOTOGRAPHIES DE MOLAND FENKOV



**CÉCILE
BRÉANT**

Directrice
du CDCN
Le Gymnase -
Roubaix



**MARINETTE
DOZEVILLE**

Chorégraphe
(Compagnie
Marinette
Dozeville) - Reims



**JÉRÔME
FERRON**

Chorégraphe
(Compagnie
Etant Donné) -
Rouen



**FRÉDÉRIQUE
LATU**

Directrice
du CDCN
L'Echangeur -
Château-Thierry



**CHRISTIAN
UBL**

Chorégraphe
(CUBe Associa-
tion) - Marseille

LA SCÈNE : De quelle manière le paysage de la danse a-t-il évolué dans la dernière décennie ? Quels sont les principaux marqueurs de cette évolution ?

FRÉDÉRIQUE LATU : La période que nous vivons actuellement voit coexister plusieurs générations de chorégraphes en activité. C'est peut-être la première fois. Cela donne un large panorama de la création, mais cela pose aussi la question de l'accompagnement de toutes ces équipes. Il y a là des équipes en émergence, en développement de carrières, des artistes confirmés, des fins de parcours. C'est un défi.

CHRISTIAN UBL : C'en est un aussi pour les institutions qui doivent se positionner sur chacune de ces étapes. En région PACA, ces politiques étaient menées dans l'ombre pendant très longtemps entre les différentes collectivités publiques. Quand j'ai commencé en 2005, il n'existait rien pour accompagner l'émergence. Ou très peu. Aujourd'hui, c'est plus simple, je trouve.

JÉRÔME FERRON : La compagnie a vingt ans. Je constate une double évolution. À la fois une affirmation des lieux dédiés à la danse, comme les CDCN [centres de développement chorégraphiques nationaux, NDLR], l'affirmation

des CCN [centres chorégraphiques nationaux, NDLR] dans des dynamiques nouvelles de programmation. Avec le CND [Centre national de la danse, NDLR], le Théâtre national de Chaillot, Montpellier Danse, il existe des endroits très repérés. Je constate dans ma région que des théâtres pluridisciplinaires abandonnent totalement la danse. Je pense à des théâtres de ville, des scènes conventionnées, ce que l'on désigne comme le second ou le troisième cercle. Les politiques jouent énormément dans cette situation, avec les impératifs de forte fréquentation qu'ils imposent aux programmeurs. Donc, pour ceux qui accueillent encore de la danse, ils ont le choix entre Maguy Marin ou un plateau émergence avec un tarif super-réduit. Par contre, il n'est plus possible de défendre le spectacle d'une compagnie «intermédiaire» en prenant le risque de n'avoir que la moitié de la jauge. C'est fini.

FRÉDÉRIQUE LATU : Nombre de lieux intermédiaires qui soutenaient ces équipes de proximité ne le font plus. La production chorégraphique repose aujourd'hui sur le seul secteur spécialisé.

MARINETTE DOZEVILLE : Nous essayons de nous défaire de l'image d'une discipline de



spécialistes, mais nous sommes rattrapés par cela dans les faits. On essaie de désamorcer ce processus qui voudrait que la danse ne puisse être appropriée par le grand public et ces fonctionnements nous éloignent de ces objectifs louables. Il existe aujourd'hui des écosystèmes parallèles constitués par ces différents réseaux, sans réelle porosité ni solidarité entre eux. Ce sont un peu les équipes artistiques qui font le lien.

JÉRÔME FERRON : Je constate aussi que la diffusion de la danse repose, dans les lieux, sur un important travail de médiation. Or, ce sont surtout ces postes qui ont été réduits dans les théâtres soumis à des coupes budgétaires depuis les dernières municipales.

LA SCÈNE : Qu'est-ce que le réseau des CDCN, qui a pris une ampleur nouvelle depuis quelques années, a transformé dans ce paysage ?

CÉLINE BRÉANT : Cela a bougé sur tous les fronts. Les CDCN sont vraiment à l'endroit de l'accompagnement des équipes artistiques et des publics sur les territoires. La diffusion est la partie émergée de l'iceberg, souvent avec des festivals, parfois des saisons. Et puis, la question de la résidence, de l'artiste au travail dans ces

lieux, et la relation aux populations qui sont le ciment de l'activité. Tout tient parce qu'il y a au centre cette question de la médiation. Leur mise en réseau date du début des années 2000, lorsque les CDCN se sont autoproclamés comme tels.

CHRISTIAN UBL : J'ai la chance d'être artiste associé pendant trois ans dans le cadre du dispositif co-construit par la DGCA et les CDCN. Je trouve que c'est vraiment innovant.

CÉLINE BRÉANT : C'est une mesure financée, et il faut le dire car l'association recouvre dans le paysage du spectacle vivant des réalités très variables et pas toujours très louables. Sur la question de la diffusion, nous attendons les conclusions de l'étude de l'ONDA. Elle pourrait poser des chiffres sur ce que nous pressentons.

JÉRÔME FERRON : J'ai l'impression que c'est la danse hip-hop qui s'en sort le mieux dans les programmations. On considère souvent cela comme étant moins risqué.

CÉLINE BRÉANT : Le répertoire, le ballet, sont encore très présents dans les théâtres de ville, sans doute pour cette raison de moindre risque.

MARINETTE DOZEVILLE : On a pris l'habitude d'utiliser le mot «risque». Je ne suis pas certaine qu'il soit adapté. C'est plutôt à retourner. La question est plus celle de ce que l'on défend

que celle de ce que l'on risque. Aujourd'hui, les directeurs de lieux ne se sentent plus du tout soutenus par les politiques. Le rapport de force est plus frontal, le politique peut intervenir et cela incite à la frilosité.

LA SCÈNE : Peut-on lutter efficacement contre cette tendance ?

FRÉDÉRIQUE LATU : Avec nos festivals, nous nous appuyons beaucoup sur les théâtres de ville, qui n'ont pas cette pratique de la programmation danse et qui peuvent y avoir accès dans le cadre de ces événements qui leur proposent aussi un accompagnement.

FRÉDÉRIQUE LATU : Cette envie de partager avec les publics, les gens qui nous entourent, nous le défendons artistiquement de nombreuses manières. Avec des propositions de plateau, des projets participatifs...

LA SCÈNE : Justement, la demande pour ces projets participatifs est forte. Est-ce devenu une contrainte de création ?

JÉRÔME FERRON : Je trouve que cela peut être un piège. On voit poindre parfois une injonction aux projets participatifs.

MARINETTE DOZEVILLE : Je tourne un bal funk disco depuis 7 ans. À la création, cela paraissait hérétique, c'était méprisé. Aujourd'hui, c'est devenu subitement très bien. La danse a pris les devants sur la manière de rencontrer le public, c'est vrai. Je pense que ce n'est pas sans lien avec la question de la diffusion. Il existe une frustration de ne pas rencontrer le public avec les quelques dates souvent isolées qui nous sont proposées. Une façon de répondre à cela, c'est de ne pas attendre que l'on nous ouvre les portes, mais «d'y aller», tout simplement. Mais effectivement, l'injonction est un problème. Lorsque quelque chose qui part d'un désir d'artiste, devient une tendance, une mode, puis est récupéré et devient une exigence...

LA SCÈNE : Vous l'avez dit, le soutien à l'émergence a été une préoccupation forte de la dernière décennie.

Est-ce suffisant pour permettre une bonne diffusion des projets ?

CÉLINE BRÉANT : Le revers de la médaille existe aussi. On a vu beaucoup de jeunes chorégraphes portés aux nues, très vite, que plus personne n'a voulu accompagner par la suite...

JÉRÔME FERRON : Oui. Parfois, on nous renvoie aussi que l'on existe depuis vingt ans, que

nous ne sommes pas les nouveaux Prejllocaj, que ce n'est pas maintenant que nous allons le devenir... Et pourtant, si nous sommes là depuis vingt ans, il y a quand même quelque chose. Je m'étonne aussi de la masse d'appels à projets qui ne concernent que les tout jeunes artistes... Que deviennent les plus de 40 ans ?

«Aujourd'hui, les directeurs de lieux ne se sentent plus du tout soutenus par les politiques.» MARINETTE DOZEVILLE

MARINETTE DOZEVILLE : Ce sujet de la pérennité est intéressant, aussi dans le parcours solitaire de l'artiste. La date de péremption arrive très vite. Soyons honnêtes, nous sommes dans la survie économique. Une fois, avec la Région, j'avais mis tous les dispositifs d'aide sur la table. De l'émergence au développement, en passant par le soutien renouvelable une fois... Et cela formatait la durée de vie d'une compagnie. Sur quinze ans. Or, ce n'est pas la durée de vie d'un chorégraphe. En face, on me renvoyait au formulaire de reconversion du danseur. Or, ce n'est pas le problème, c'est l'accompagnement qui importe, alors qu'il existe un décalage entre l'offre et la demande, une sursaturation d'artistes...

FRÉDÉRIQUE LATU : On est encore dans un processus de structuration, de constitution du maillage. Le dernier label en date, c'est celui des CDCN. Nous avons, c'est certain, du retard par rapport au champ théâtral qui a des décennies de structuration derrière lui. Le dispositif, artiste associé, qui n'existe qu'en danse, montre bien que tout cela se construit. Oui, mais dans une précarisation totale. C'est paradoxal.

LA SCÈNE : L'émergence de la danse jeune public contribue-t-elle à renouveler les formes, à ouvrir des perspectives de diffusion ?

CÉLINE BRÉANT : La Belle Saison avec l'enfance et la jeunesse a été un moment-clé dans l'histoire de la danse jeune public. Certains chorégraphes se sont rendu compte que ce n'était pas un sous-genre, que c'était aussi très intéressant.

JÉRÔME FERRON : Les lignes bougent et l'on nous regarde avec moins de condescendance lorsque l'on tourne avec nos pièces jeune public. Mais je peux dire que, dans une scène nationale, je n'ai pas été accueilli de la même manière avec ma pièce jeune public et avec ma pièce tout public.

CHRISTIAN UBL : Et pourtant, le jeune public

devrait être plus important que le tout public, parce que c'est l'avenir, dans cet espoir de renouvellement des publics que nous partageons. Mais j'ai l'impression que l'on oppose encore la danse contemporaine «pointue» – on sait pas ce que ça veut dire – et ce que l'on crée pour le jeune public.

LA SCÈNE : Pourquoi est-ce encore le cas ?

JÉRÔME FERRON : Le danseur a eu besoin de reconnaissance par rapport aux autres arts. On a longtemps eu une position intellectualiste pour espérer être pris au sérieux. Aujourd'hui, cela nous retombe dessus. On doit être plus festif dans ce que l'on crée pour se rapprocher des publics. Mais on a eu besoin de cette reconnaissance et nos prédécesseurs se sont battus pour gagner cette légitimité. Aujourd'hui, on se retrouve avec cet héritage.

MARINETTE DOZEVILLE : Le corps ne serait pas suffisamment noble en lui-même et il faudrait

«On a longtemps eu une position intellectualiste pour espérer être pris au sérieux.» JÉRÔME FERRON

donc lui plaquer un discours. Et on se prend les pieds dedans... Il faut dire aussi qu'il y a eu un profond mépris inconscient du public par les artistes, je dirais une perte de conscience de l'altérité, une mise à distance. Lorsque l'on va chercher un peu, gratter sur les cultures populaires, on se rend compte à quel point on s'est coupé – et nous a coupé politiquement, dans une volonté d'anoblir l'art – de la société. C'est aussi ce que me fait craindre la spécialisation des réseaux. Elle s'oppose de fait à ce que l'on espère tous : une démocratisation de l'art et de la danse. Or, on doit segmenter car tout est lié à la manière dont les clés de financement sont bâties.

LA SCÈNE : S'il ne fallait ouvrir qu'un seul chantier avec le ministère, par exemple, quel serait-il ?

CÉLINE BRÉANT : La recherche mériterait d'être plus accompagnée, financer des moments de recherche pure complètement détachés d'un objectif de production. Peut-être cette matière servira un jour, peut-être pas... Au même titre que nous avons l'accueil studio, un dispositif d'accompagnement de la création, il devrait y avoir un endroit pour la recherche. Il a beaucoup de valeur. Il permet de mieux produire, *in fine*, ou d'abandonner un projet aussi...

FRÉDÉRIQUE LATU : On en fait tous un peu, mais il manque clairement un dispositif, qui permettrait des respirations pour les artistes, mais aussi des collaborations entre eux. C'est attendu par les artistes comme par les structures.

MARINETTE DOZEVILLE : Je suis toujours étonnée de voir comment on ne peut pas abandonner notre modèle de surproduction pour aller vers plus de recherche, vers plus de rencontre, comme nous en parlons tous. Et on continue tête baissée, avec les mêmes schémas.

JÉRÔME FERRON : On devrait faire un panorama de la façon dont les équipes artistiques sont expertisées et accompagnées par les DRAC dans les régions, car cela crée des situations très inégalitaires dans les régions. Il nous manque un socle commun.

CHRISTIAN UBL : Il serait très important de dissocier deux fonctions dans les équipes : celle du curateur qui définit et conduit une ligne artistique, de celle du directeur qui s'attache à manager les équipes. C'est très souvent le cas à l'étranger, rarement en France.

FRÉDÉRIQUE LATU : Une question mériterait d'être creusée : comment le secteur chorégraphique pourrait être plus uni, moins atomisé ? C'est une grande question que l'on n'arrive pas à résoudre même si tous, lieux et compagnies, nous avons envie de la résoudre.

MARINETTE DOZEVILLE : Replacer l'artiste au centre, quand on l'entend souvent, c'est au moins être plus collaboratifs. Jouer vraiment le jeu de l'association en reconnaissant que l'artiste est au centre du maillage. Il peut être force de relations aux publics, de suggestions sur la programmation, sans que ce soit systémique.

JÉRÔME FERRON : Autre chantier à ouvrir : la place de l'artiste dans la formulation des dispositifs qui leur sont destinés. Ils sont parfois tellement décalés de la réalité du terrain... Il faudrait aussi simplifier les demandes de subvention.

CHRISTIAN UBL : Cela repose la question de l'intermittence. Les chorégraphes devraient être salariés de leurs compagnies. Et s'ils avaient un salaire permanent, décent, ils seraient plus souvent présents dans ces dialogues ouverts avec les collectivités. Aujourd'hui, du fait de leur statut, ils ne le peuvent pas.

MARINETTE DOZEVILLE : J'aimerais que l'on réfléchisse à la manière de contrer tout ce qui peut modéliser le travail artistique. L'économie, la loi du marché, tout cela formate la création. C'est à réfléchir collégalement.

Remerciements au Théâtre Paris-Villette.